



ENQUÊTE

# Le Botox pour tous

Se faire injecter des produits antirides chez son généraliste ?

La pratique se banalise et la clientèle s'élargit.

Le filon du « bien vieillir » n'est pas près de s'épuiser

Pascale Krémer



**Dans les salles d'attente, des smicards, des avocates, des gardiennes d'immeuble...**



**D**epuis le canapé dont son corps a épousé la forme, la jeune femme fixe, hypnotisée, le poster qui lui fait face. « Coolsculpting. L'innovation pour éliminer la graisse par le froid. » Deux photos, avant-après, donnent chair au slogan. « Malgré le sport, j'ai du mal à me séparer de ma petite bedaine », glisse-t-elle, toute de rondeurs moulées dans un jean, à une voisine de salle d'attente. Venue parachever son épilation définitive des aisselles au laser, la voilà tentée par une cryolipolyse de cellulite, tentative de destruction des tissus adipeux par le froid également proposée par ce centre Epilium, qui promet une « médecine esthétique haut de gamme accessible à tous ».

Façade d'un blanc clinique, à deux pas de la place du Châtelet, en plein centre de Paris. Salle d'attente immaculée. Sur la table basse se superposent prescriptions et solutions: des magazines peuplés de postadolescentes longilignes, et des plaquettes détaillant l'offre de soins de médecine esthétique. Peeling superficiel (100 euros), injection d'acide hyaluronique (à partir de 180 euros) ou de toxine botulique, dite « Botox » (300 euros)... De 9 heures à 21 heures, chaque jour, une quarantaine de personnes s'engouffrent dans des cabines équipées de machines futuristes, avec l'espoir de « bien vieillir dans un monde de divorces et de licenciements », a compris Valentine Fellous, patronne de ce centre et d'un second près des Champs-Élysées.

En mars, une étude IFOP pour les laboratoires Filorga mesurait l'ampleur de l'engouement: un tiers des Françaises interrogées ont eu, ou envisagent d'avoir, recours à la médecine esthétique – à ne pas confondre avec la chirurgie, qui implique un passage au bloc. Quasiment une sur deux céderait à la tentation si les tarifs baissaient. Le marché de l'esthétique médicale? Un univers en expansion continue depuis l'arrivée de la toxine botulique, il y a une petite quinzaine d'années. Selon l'Imcas (l'un des plus importants congrès mondiaux consacrés à l'interface entre la chirurgie et la dermatologie esthétiques), le taux de croissance annuelle mondiale est de 8 % (6 % en Europe, où 1,7 milliard d'euros seront dépensés en 2016).

Gommer les effets de l'âge, redessiner son visage, son corps: la pratique se banalise. La presse féminine évoque désormais dans un même élan les bénéfices des crèmes anti-âge, des injections et des peelings. « La demande est exponentielle », observe le docteur Antoine Lorcy, vice-président de la Société française de médecine esthétique. L'offre aussi. « De plus en plus de généralistes, de dermatologues, de chirurgiens esthéti-

ques dispensent ces soins », affirme-t-il, sans disposer de chiffres précis. « A Lyon, où je travaille, c'est le cas de cent chirurgiens plasticiens, et d'environ soixante-dix dermatologues... Et de tous les autres qu'on ne connaît pas », appuie le docteur François Niforos, dont la clinique jouxte le Rhône. Bien des rhumatologues, dentistes, ophtalmologues et ORL manient également la seringue et le laser embellissants: facilité apparente, rémunération attrayante, absence de formation préalable obligatoire...

Lorsque des rues entières du Paris huppé ne sont plus qu'alignement de plaques cuivrées de médecins et chirurgiens esthétiques, lorsque, sur Internet, ces mêmes cabinets bataillent (« peeling pas cher », « rajeunissement à prix abordable »...), les tarifs s'en ressentent. En moyenne, l'épilation laser vaut aujourd'hui une quarantaine d'euros la séance, le Botox 250 euros, l'acide hyaluronique autour de 300 euros... Même s'il faut plusieurs séances, la médecine esthétique se rapproche, en coût, de la fréquentation de l'esthéticienne couplée à l'achat de crèmes haut de gamme, pour un effet censément plus durable.

« C'est la teinture des cheveux d'il y a quelques années », ose Marie-Caroline Renault, directrice marketing des laboratoires Filorga, fournisseurs de produits à injecter. Une démocratisation est en cours, qui n'est pas l'apanage de Paris ni des grandes villes. Dans les salles d'attente, l'avocate côtoie la gardienne d'immeuble. « Le cliché de l'esthéticienne VIP est mort, pour le docteur Benjamin Ascher, qui consulte à la clinique Iéna, à Paris. Depuis dix ans, nous assistons à un élargissement de la clientèle, accéléré par Internet. A l'arrivée des petites classes moyennes. » Et des demandes de paiement en trois fois sans frais. Des impayés. Des tentatives de marchandage – « Et si je vous envoie une copine, vous me la faites à combien, la seringue? »

Dans la patientèle du docteur Catherine de Goursac, qui exerce depuis trente ans à Paris (et codirige l'Association française de médecine esthétique), « les personnes aisées ou assez aisées ne sont plus majoritaires ». « Je reçois des gens lambda, des smicards, des chômeurs, et beaucoup de jeunes filles d'origine maghrébine. » Un de ses confrères, dans les Landes, le docteur Eric Peyre, vient de changer de banque afin de pouvoir accepter les paiements en trois fois sans frais avec la carte bancaire. « Toutes les couches de la société sans exception viennent me voir. »

Moins taboue que la chirurgie, la médecine esthétique fait moins peur: ni anesthésie générale ni cicatrices. On vante la « french touch », aux résultats naturels, et le vocabulaire employé contribue à dédramatiser. « Esthétique » laisse place à « anti-âge », à « bien vieillir ». Les cliniques se font « point médical laser ». Il est question de

radiofréquences, de LED et d'ultrasons, de lasers... Du moderne, de l'inoffensif. Les mots d'une époque où durée de vie et carrières s'allongent, où le corps devient capital à entretenir. A croire le docteur Ascher, « socialement, vous avez besoin de consommer des soins ». « Demandez, dit-il, aux quinquagénaires en recherche d'emploi s'ils n'ont pas ça en tête... » Ines (qui tait son nom), 49 ans, s'est rendue une quinzaine de fois chez le docteur de Goursac: « Je suis dans le marketing. Je fais des séminaires, des salons, j'ai besoin de me sentir bien physiquement pour être performante. Ça ouvre des portes, aussi. On vous rend service plus facilement... »

Une « prime à la beauté » qui agace Catherine de Goursac: « J'ai reçu une femme de 40 ans qui se demandait ce qu'elle venait faire chez moi, mais que sa hiérarchie commençait à trouver trop vieille pour le contact avec la clientèle! » En revanche, c'est de gaieté de cœur qu'elle traite celles dont la confiance est minée par un complexe. Comme Chantal Dherbier, 65 ans, 3000 euros de retraite dont un petit millier consacrés annuellement à ce type de soins. « Certaines femmes ont de jolies rides. Les miennes ne m'allaient pas. Depuis que mon visage est repulpé, je me sens libérée, j'ose aller vers les autres. »

Dans la salle d'attente, la cliente cœur de cible, quinquagénaire récemment divorcée, est donc rejointe par des retraitées, mais aussi par des jeunes mères et des hommes – chez le docteur de Goursac, ils sont passés de 5 % à 20 % en trente ans. Et même par les obsessionnelles de la beauté selfisée qui, dès 20 ans, traquent la moindre imperfection, guidées par leur blogueuse beauté préférée. Certaines, comme Hélène de « Mon blog de fille », vantent les exploits de tel ou tel « Docteur Botox », dont on devine qu'il a appris à tisser de fructueux partenariats avec les youtubeuses beauté. L'art d'organiser un cocktail-injections pour élèves de terminale n'était pas au programme de la fac de médecine.

DE LA SUITE DANS LES RIDÉES

## Flou

Les frontières entre médecine esthétique, chirurgie et soins en institut de beauté sont d'autant plus ténues que les trois professions (chirurgiens, médecins, esthéticiennes) se battent pour conserver leur part d'un gâteau toujours plus appétissant



## OEdèmes et infections : quand l'aiguille dérape

### Des formations non reconnues

Tout médecin peut pratiquer des actes de médecine esthétique. Aucune formation spécifique n'est obligatoire - même si la crainte de poursuites judiciaires pousse à en suivre une. En 2006, un diplôme interuniversitaire (DIU) de « médecine morphologique et anti-âge » avait été créé, puis reconnu par le conseil de l'ordre des médecins. Ce n'est plus le cas depuis 2013, précise, à l'ordre des médecins, le docteur François Simon. Ne demeure qu'un DIU de « lasers médicaux à visée esthétique », des formations privées, et les congrès de médecine esthétique, au cours desquels laboratoires et industriels proposent des ateliers de démonstration de leurs produits et appareils. « Ces grandes foires

commerciales, où les labos paient des fortunes leurs énormes stands, constituent l'essentiel de la formation de 80 % des médecins qui pratiquent », juge le docteur François Niforos, chirurgien esthétique à Lyon. L'Association française de médecine esthétique (AFME) dit « réclamer depuis quinze ans au ministère de la santé une formation en médecine esthétique prise en main par les pouvoirs publics, donc indépendante ». En vain.

### Des risques de ratage

Même les laboratoires Filorga, qui fournissent les médecins, reconnaissent « de vrais risques sur les injections si l'on ne maîtrise pas cette technique, avec des repères anatomiques très précis ». Risques de résultats moyens, mais aussi de « ratés », selon le docteur Antoine Lorcy, de la Société française de médecine esthétique. « Il y a des techniques très précises pour les injections de Botox dans les lèvres, qui peuvent devenir des lèvres "poisson rouge" » si les procédures sont mal appliquées. Le docteur Niforos, qui appelle urgemment à la « réglementation, à la formation et à la traçabilité des produits injectés », s'inquiète

également du « scandale des fil-tenseurs » que l'on glisse sous la peau du visage pour la retendre : « Le taux de complications est bien trop élevé pour le résultat attendu. Une aiguille longue traverse le visage sous la peau... Dans quelles conditions d'asepsie ? Que fait le médecin dans son cabinet, et non au bloc, s'il attrape une ancre ? »

Une autre technique, la mésothérapie (injection sous la peau d'un cocktail de substances actives) fait l'objet depuis 2007 d'alertes répétées quant à de possibles complications (risques infectieux notamment). En 2009, la loi Bachelot sur l'hôpital et les patients avait prévu d'encadrer l'exercice de la médecine esthétique, mais les décrets ne sont jamais parus.

### Des produits contrefaits

Attention aux produits injectés. Un marché de la contrefaçon se développe. Le docteur Lorcy observe les dérapages auxquels peut conduire une concurrence de plus en plus effrénée : « Les produits à base de silicone sont normalement interdits depuis 2000, mais ils sont encore parfois utilisés. Une ampoule d'acide hyaluronique coûte 100 euros, quand un flacon de silicone liquide en vaut 10. » Or, avec le silicone, non résorbable, des oedèmes peuvent apparaître dix ou vingt ans après intervention. Par ailleurs, si une injection d'acide hyaluronique est effectuée là où du silicone a précédemment été introduit, une réaction inflammatoire peut se produire. Autre grand classique, selon le médecin : la demi-siringue de produit de comblement non utilisée qui n'est pas jetée, bien qu'elle ne soit plus stérile, mais proposée l'air de rien au patient suivant, parfois une semaine plus tard. « Je vois, poursuit-il, des noms de médecins qui apparaissent, disparaissent quand il y a un problème avec le conseil de l'ordre. Ils partent en Angleterre. Puis reviennent... » Règle d'or, donc : ne jamais se faire injecter de produits non résorbables, dont les effets secondaires peuvent se déclencher des années après. Et vérifier l'inscription du médecin à l'un des nombreux syndicats ou associations professionnels.

### LE PEELING DU FUTUR

## On se déride chez le coiffeur

Succès aidant, la médecine esthétique, légalement circonscrite aux cabinets médicaux, est tentée d'en sortir, à la mode anglo-saxonne. Elle a déjà gagné certains spas, comme celui de La Roche-Posay (Vienne) ou de l'Hôtel Barrière d'Enghien-les-Bains (Val-d'Oise). Rien de plus simple, dans ces établissements thermaux médicalisés, que de glisser un chirurgien plasticien au milieu des ORL et des rhumatologues. Un peeling en peignoir entre la piscine et le massage.

« Les simples spas de détente n'ont pas le droit de proposer de médecine esthétique », précise Odile Locquet, directrice adjointe à Enghien-les-Bains. Mais certains développent un côté presque médical, utilisent des appareils issus de la médecine esthétique. « Dans un hôtel attendant, une pièce peut facilement être louée à un médecin qui appose sa plaque.

C'est la ruse qu'envisage également Christophe-Nicolas Biot. A L'Appartement, tout nouveau « palace de la beauté » sis dans le 8<sup>e</sup> arrondissement parisien, le coiffeur

organise des consultations de médecine esthétique déjà très prisées. Aucun acte n'est dispensé. « Là, dit-il, on n'est pas hors la loi. » Il étudie avec un avocat la suite « logique » : faire passer les clientes par une entrée distincte, sur laquelle sera indiqué le nom du médecin qui pratiquera. « C'est le futur. Dans tous les grands salons de coiffure, aux États-Unis, il y a une cabine d'esthétique avec un médecin. Les femmes n'ont pas le temps de courir dans trente-six mille endroits. Et puis, le coiffeur a toujours été le premier relooker, avec un côté psychologue. Il peut recommander quelqu'un, on lui fait confiance. »



Photos extraites de la série « La Carte du Tendre », EMMANUEL PIERROT/VO